

Chamonix tousse, le Valais retient son souffle

POLLUTION Les élus de la vallée de Chamonix évoquent une urgence de limiter le trafic poids lourds. Des enjeux qui touchent aussi notre canton.

Quelque 1800 camions traversent chaque jour le tunnel du Mont-Blanc entre Chamonix et Courmayeur. LE NOUVELLISTE



« On ne peut pas se limiter à balancer la pollution dans la vallée voisine. »

ÉRIC FOURNIER MAIRE DE CHAMONIX

A une heure de Sion, la vallée de Chamonix est en pleine révolte. A deux cols d'ici, la population et les élus mènent une guerre massive contre l'air pollué par le trafic des poids lourds et demandent à l'Etat des mesures sévères. Des mesures que le Valais ne peut ignorer. Parmi elles, une interdiction totale des poids lourds les plus polluants et un refus pur et simple du trafic lorsque la pollution atteint le seuil critique pour la santé. Répercussion d'interdictions ponctuelles de circulation en France voisine, construction de l'autoroute dans le Haut-Valais, transfert possible au Simplon et au Saint-Bernard du trafic du Gothard en rénovation, ces questions risquent d'impliquer le Valais à plus ou moins long terme (voir ci-dessous).

Si la réalité est sensiblement différente de celle du Valais, où des pics de pollution existent mais dans une mesure bien moindre, les communes du pied du Mont-Blanc, elles, étouffent littéralement et n'en peuvent plus. «Ce n'est plus un problème politique mais de santé publique», a ainsi tonné, hier, Xavier Rosen, le maire de la commune des Houches, voisine de Chamonix, en conférence de presse avec ses homologues de la vallée.

1800 camions par jour

Eric Fournier, maire de Chamonix, est exaspéré. Depuis le début de l'année, les normes de particules fines ont dépassé le seuil dangereux pour la santé lors de deux épisodes longs de plusieurs jours. Par année, cette situation se produit en moyenne

50 fois. La nappe de pollution stagne alors en fond de vallée, jusqu'à l'arrivée de la pluie. Pour l'air pur de la montagne, on passera. «Cette situation est insupportable. Nous ne pouvons pas attendre que ce soit l'arrivée d'une perturbation météorologique qui mette fin à chaque crise sanitaire.» Pour lui, la responsabilité incombe aujourd'hui à l'Etat français. Il a d'ailleurs rencontré les hauts fonctionnaires mardi à l'Elysée. «Ça fait quinze ans que nous réclamons des solutions et que rien ne se passe. A l'époque, l'Etat nous a demandé de balayer devant notre porte.» Jusqu'à ce jour, seule une interdiction ponctuelle des poids lourds les plus polluants est intervenue ainsi que des limitations de vitesse. «Notre détermination est totale», a martelé le maire.

Pour l'air pur au pied du Mont-Blanc vanté dans les campagnes touristiques, on repassera. En cause, un trafic incessant de 1800 poids lourds par jour en transit par le tunnel du Mont-Blanc qui relie Chamonix et Courmayeur, en Italie, soit un chiffre légèrement moindre à celui du tunnel du Saint-Gothard (837 000 passages en 2013).

Inquiétude des habitants

Les habitants eux, paniquent, et multiplient les manifestations depuis l'épisode pollué de janvier. «Heureusement, je n'ai plus d'enfant ici car tout ça nous fait peur mais ça fait tellement longtemps que ça traîne. Je ne suis pas résignée mais j'ai de la peine à croire que quelque chose changera quand on continue à investir des

millions dans l'autoroute», nous confie Nathalie, Chamoniarde de naissance qui travaille dans une épicerie fine à Chamonix. Pierrick, vendeur dans un magasin de sport, partage cette exaspération. «Je suis installé ici depuis trois ans et ce n'est pas de la psychose, on a régulièrement la gorge qui gratte et des toux qui durent quelques jours. Vous trouvez ça normal qu'on interdise aux enfants de sortir en récréation, de limiter les déplacements des gens quand l'air est pollué? C'est à la base du problème qu'il faut agir mais avec l'argent que génère le tunnel, c'est pas gagné.»

Tout l'arc alpin concerné

Au niveau des collectivités publiques de la région, des efforts ont été déployés depuis plusieurs années pour assurer la

gratuité des transports collectifs, l'augmentation de la capacité de la ligne ferroviaire, le subventionnement pour la rénovation énergétique des habitats etc. «Mais le bouton rouge qui permet d'influencer directement, c'est de réguler le transport et ce bouton, c'est l'Etat qui le tient», rappelle Eric Fournier. Il a également exigé la réalisation d'une étude épidémiologique sur l'impact de la pollution dans la vallée. Et de lancer un avertissement aux régions voisines. «La régulation du trafic poids lourds a une dimension européenne et on ne peut pas simplement se limiter à balancer la pollution de notre vallée chez les voisins. Cette problématique touche l'ensemble de l'arc alpin et il faut se montrer unis et déterminés. Il y a urgence», a-t-il lancé.

● JULIEN WICKY

Chamonix, le Gothard... et le Valais au milieu

RÉACTIONS En Valais, la montée aux barricades des communes de la vallée de Chamonix ne passe pas inaperçue. Et pour cause. Si nos voisins mettent à exécution leur menace d'interdire les véhicules les plus polluants, une partie des poids lourds pourraient débouler en Valais. Et la situation pourrait encore empirer pendant l'éventuel chantier d'un second tube au Gothard.

Un deuxième tube dont ne veut pas entendre parler Mathias Reynard. Le conseiller national PS rappelle que

l'initiative des Alpes acceptée 1994 n'est toujours pas appliquée. Un avis partagé par les Verts valaisans qui se réjouissent du vent de révolte soufflant sur Chamonix. Leur président Jean-Pascal Fournier suggère que «plutôt qu'un second tube au Gothard, investissons cet argent dans les transports publics et les projets d'agglôs. Le Valais touristique n'a rien à gagner à ouvrir les vannes des camions sur le Valais.»

Un scénario auquel les transporteurs ne croient pas. «Si les camions passent moins par Chamonix, ils devront bien passer quelque part», lance Xavier Berthod. Pour autant, le président de la section valaisanne de l'Association suisse des transports routiers (ASTAG) ne croit pas à une cohorte de camions déboulant sur la Suisse. «Le montant de la taxe

poids lourds dépend de la propreté du moteur. Plus il pollue, plus le transporteur paie cher. Cela va dissuader pas mal de transporteurs de transiter par la Suisse.»

Lorsqu'on lui parle de l'application de l'initiative des Alpes, Xavier Berthod admet volontiers que la volonté populaire doit être acceptée, tout en se disant favorable au dédoublement du Gothard.

Pour Xavier Berthod, «les bouchons au Gothard surviennent à Pâques notamment, lors des grandes transhumances des vacanciers. Le reste du temps, le trafic est assez fluide. Je ne pense pas qu'un second tube est nécessaire pour dédoubler les capacités. Mais il faut assurer la sécurité. Que les opposants au second tube assument leur choix politique face aux familles des victimes d'accidents graves.»

Des propos qui font bondir Mathias Reynard, membre du comité national de l'initiative des Alpes. «Les accidents dans

le tunnel du Gothard sont systématiquement liés à des camions. Quant à la sécurité, selon le BPA il suffit d'une infime augmentation du trafic pour que l'avantage de n'avoir plus qu'une voie de circulation par tube soit annihilé. La construction du second tube créerait un appel d'air catastrophique pour le Valais en matière de trafic routier.»

S'il se dit favorable à l'application de l'initiative des Alpes, Xavier Berthod rebondit en demandant l'équivalent pour l'application de la taxe poids lourds. «Le Valais doit assumer ses choix politiques. La condition sine qua non de l'introduction en Suisse de la taxe poids lourds était que les camions puissent rouler à 40 tonnes. En disant oui,

le canton du Valais savait qu'il allait devoir assumer ce trafic.»

Mathias Reynard, comme les Verts, propose l'introduction d'une bourse de transit alpin fixant, en accord avec l'Europe, une limite annuelle du nombre de camions pouvant passer à travers nos montagnes, le solde étant transféré sur le rail. «Nous pouvons le faire. La Suisse est à la pointe du transfert de la route vers le rail.» ● GILLES BERREAU



XAVIER BERTHOD

«Le Valais doit assumer ses choix politiques.»



MATHIAS REYNARD

«La construction d'un deuxième tube serait catastrophique pour le trafic en Valais.»